



Assemblée générale du PANCAP

(Partenariat Pan-Caraïbe contre le VIH et le SIDA)

Discours de clôture du président de la région Guadeloupe

Victorin Lurel

5 novembre 2014

Le Gosier – Guadeloupe

Madame l'Ambassadrice et coordinatrice des activités du Gouvernement des États-Unis pour lutter contre le VIH / SIDA dans le monde,

Madame la Vice Ambassadrice au secrétariat général du CARICOM,

Monsieur l'Ambassadeur des Etats Unis pour la Barbade et les pays de la Caraïbe de l'est,

Mesdames et messieurs les ministres de la santé,

Monsieur le représentant du CARICOM,

Monsieur l'envoyé spécial de l'ONU pour le VIH/SIDA,

Monsieur le directeur exécutif du PANCAP,

Messieurs les directeur d'Agence régionale de la santé,

Messieurs les directeurs de Centre Hospitalier,

Monsieur le représentant de la préfète de Guadeloupe,

Monsieur le représentant du président du conseil général de Guadeloupe,

Madame la représentante du conseil régional de Martinique,

Mesdames et messieurs,

Je dois d'abord vous dire que la Guadeloupe a été particulièrement honorée d'accueillir pour la 1^{ère} fois dans un département français d'Amérique, une assemblée générale de la PANCAP, le partenariat Pan Caraïben de lutte contre le VIH et le SIDA.

Il était important pour moi, alors que s'achèvent aujourd'hui nos travaux, de m'exprimer devant vous.

D'abord en ma qualité de président de la région Guadeloupe, puis en ma qualité d'autorité de gestion du programme Interreg Caraïbes, et enfin et surtout, en infatigable défenseur de l'insertion régionale de la Guadeloupe dans la Caraïbe.

Je vous remercie donc, monsieur le président, du PANCAP de cette invitation. Elle me permet de vous exposer, éminentes personnalités des différents pays de la zone, le sens de l'action que la région Guadeloupe et ses partenaires conduisent en matière de coopération et plus précisément s'agissant du domaine de la santé.

Souvenons-nous. Il y a quelques années encore, les relations que les régions françaises d'Amérique entretenaient avec leurs voisins au sein de cet archipel des Caraïbes, ou encore à travers les organisations régionales de coopération, étaient empreintes de grandes promesses mais qui pour l'essentiel restaient sans suite.

Vous me permettrez de rendre hommage à tous les précurseurs qui dans bien des cas prêchaient dans le désert, pour faire entendre tout l'intérêt pour les hommes et les femmes de la Caraïbe de s'ouvrir à l'autre, de construire une communauté de vues, pour aboutir à une communauté d'actions, au-delà de leurs différences.

Que de chemin donc parcouru depuis pour extraire la coopération régionale du champ de l'incantation.

Je vous avouerai qu'il m'est arrivé parfois de douter des intentions des uns et des autres. Il m'est arrivé aussi d'éprouver quelques difficultés à distinguer ce qui relevait de la coopération, c'est-à-dire celle qui ne se conçoit que sur la base du rapport «gagnant-gagnant» (win win comme on dit en anglais) et celle de l'aide au développement pour laquelle on est supposé ne rien attendre en retour.

*

Les processus d'intégration que conduisent le CARICOM ou l'OECS se poursuivent sur de solides armatures.

Elles garantissent un cadre de prospérité aux politiques publiques communes et constituent le socle futur d'une union des pays membres.

C'est à cette fin que la Guadeloupe souhaite adhérer à ces organisations internationales auxquelles il faut ajouter le CARIFORUM. J'effectuerai d'ailleurs très prochainement une tournée diplomatique dans plusieurs Etats de la Caraïbe Orientale pour solliciter leur soutien à nos démarches d'adhésion.

Mesdames et messieurs les ministres ici présents, nous aurons également l'avantage de solliciter vos pays respectifs pour appuyer nos demandes auprès des organisations internationales à vocation régionale dont vous êtes membres.

Car vous l'aurez compris, notre volonté est de renforcer notre insertion régionale. A l'appui de cette ambition, notre solide expérience, notre statut d'autorité de gestion des programmes européens et les nombreux projets que nous avons porté ou su accompagner avec efficacité ce processus d'insertion.

On peut citer la pose d'un câble sous-marin qui grâce à la région Guadeloupe a rendu possible le désenclavement numérique de nombreuses îles de la Caraïbe, de Porto-Rico à Sainte-Lucie, avec pour objectif aujourd'hui de relier la Guyane à partir de Trinidad et Tobago.

Il y a aussi le projet Géothermie Caraïbes qui vise à valoriser le potentiel énergétique de l'île de la Dominique, via la géothermie, avec l'ambition de permettre à ce territoire d'être à la fois autonome en énergie totalement renouvelable et exportateur d'électricité vers la Guadeloupe et la Martinique.

On peut parler également de l'initiative OHADAC, dont l'objectif est de mettre en place en Guadeloupe, une cour arbitrale en matière de droit des affaires, pour trancher les litiges éventuels qui pourraient survenir entre des entreprises caribéennes de pays différents.

Enfin, le projet BECCA, constitue un autre bel exemple de coopération, avec le soutien à la région Guadeloupe, qui a permis de mettre en place une bourse électronique de cabotage destinée à faire correspondre l'offre et la demande en matière de transport de marchandises dans la Caraïbe.

Les avancées sont donc réelles dans bien des domaines, qu'il s'agisse de l'économie, du commerce, du transport, de la préservation et la valorisation de l'environnement, de la protection aux risques naturels et comme votre présence ici en témoigne, dans un secteur si prégnant pour les populations de la Caraïbe : la santé.

Nous avons tous à gagner à mutualiser nos intelligences et nos moyens pour appréhender, concevoir et mettre en œuvre des politiques, des projets, des actions qui doteront la Caraïbe d'une offre de santé à la hauteur des attentes de nos populations.

Mais aussi à même de gérer les risques liés aux épidémies comme le chikungunya, la dengue ou le virus ébola.

Car il ne fait aucun doute que dans notre espace commun, les politiques de santé doivent s'aborder sous l'angle de la coopération pour être efficaces.

Pour ce secteur tout comme pour d'autres, nous nous devons de valoriser nos complémentarités, faire connaître le savoir-faire de nos équipes médicales et assurer la promotion de nos équipements à travers une offre de santé ouverte et accessible au plus grand nombre.

La Guadeloupe se positionne ainsi comme une alternative aux Etats-Unis et à l'Angleterre pour les patients des pays de la Caraïbe désireux de se soigner.

Notre département dispose en effet de plateaux techniques performants, avec des équipements de pointe à l'image du robot chirurgical dont nous avons fait l'acquisition, mais aussi des scanners et autres IRM qui viennent compléter cette offre de soin portée par des professionnels de santé bien formés.

J'ajoute qu'en matière d'accessibilité, grâce à des conventions comme celle signée récemment avec l'île de Montserrat permettant les évacuations sanitaires vers le CHU de Pointe-à-Pitre, nous sommes en capacité ici de traiter les cas d'une extrême urgence.

L'occasion nous est donnée à la faveur de cette assemblée générale de promouvoir notre offre de soin en direction de la patientèle caribéenne capable de payer ses prestations, étant entendu que nous ne sommes pas dans le registre de l'humanitaire.

Avec nos partenaires que sont les centres hospitaliers et l'agence régionale de santé (l'ARS), c'est cette voie là que nous avons su entreprendre depuis plusieurs années.

Il me plaît de vous indiquer que lors des négociations de l'accord de partenariat entre l'Union européenne et le CARIFORUM, la Guadeloupe avait déjà identifié la santé parmi les secteurs prometteurs d'échanges marchands avec les pays voisins.

L'acquisition future par notre région d'un cyclotron et d'un TepScan pour mieux diagnostiquer et traiter les cancers, est une opportunité supplémentaire de coopération dans le domaine de la santé.

J'insiste sur le choix de la Guadeloupe de se doter d'un cyclotron de petite taille, parfaitement adapté à notre insularité et ses contraintes.

Avec cet équipement nous serons en mesure d'accueillir également les patients en provenance des autres îles de la zone. Mais l'objectif devrait être à terme, de dupliquer la solution technique retenue par notre territoire dans toute la Caraïbe.

Enfin, je me dois ici de vous indiquer que la Guadeloupe verra débuter en 2016 un des plus gros chantiers de France. Il s'agit de la reconstruction du centre hospitalier universitaire, qui mobilisera pas moins de 590 millions d'euros.

Cette nouvelle infrastructure, moderne et performante, nous permettra de revendiquer une offre de santé hospitalière compétitive et répondant aux dernières normes.

Elle devrait disposer aussi, dans le cadre de l'université des Antilles, d'un cursus complet de médecine.

Le programme Interreg, qui comporte pour la période 2014-2020 un axe spécifique consacré aux problématiques de santé, avec un budget avoisinant les 9M€, pourrait être sollicité pour renforcer notre coopération en la matière.

Les Agences régionales de la santé de Guadeloupe et Martinique (ARS) poursuivent par ailleurs leurs réflexions sur un projet destiné à améliorer l'offre de soin pour le traitement de maladies chroniques comme l'hypertension artérielle, le diabète ou encore l'obésité.

Il conviendra également d'organiser la complémentarité des plateaux médicaux : la prise en charge par exemple des grands brûlés et des greffes de rein en Guadeloupe ; et les pathologies cardiaques lourdes en Martinique, avec une ouverture de cette offre de soins aux autres îles de la Caraïbe.

Comme vous pouvez le constater, les perspectives sont nombreuses et le champ du possible, ensemble, très vaste.

La coopération, c'est certes une démarche administrative, un dispositif politique, mais c'est surtout un souffle, un élan, pour partager une vision commune du présent et de l'avenir.

Notre région est fière d'apporter son concours à vos côtés aux initiatives qu'il convient de mettre en œuvre pour réduire la propagation du VIH et du SIDA dans la Caraïbe.

Elle demeure malheureusement la deuxième zone la plus infectée dans le monde après l'Afrique subsaharienne, même si l'épidémie a considérablement ralenti depuis le milieu des années 1990.

A l'instar des autres pays de la zone, la Guadeloupe au même titre que les autres départements français d'Amérique, est particulièrement concernée par ce combat, au regard de son taux de prévalence élevé comparé à la moyenne nationale.

Nous formons par conséquent, malgré nous, une communauté de destin dans ce domaine qui touche à la santé de nos compatriotes, avec l'obligation d'agir ensemble.

La mise en place d'un observatoire inter-caribéen du VIH financé par le programme INTERREG Caraïbes s'inscrit dans cette dynamique. Il en est de même pour tous les autres projets évoqués durant vos travaux depuis mardi.

Je tiens donc à vous remercier sincèrement pour votre engagement au bénéfice de notre cause commune.

Pour conclure, permettez-moi de saluer le travail considérable et fort honorable mené par CHU de Pointe-à-Pitre, avec une mention particulière pour le Dr Marie-Thérèse Georges-Sow et Farid Abdelaziz.

Et plus généralement tous ceux qui se sont mobilisés à leurs côtés, pour démontrer l'exemplarité des projets portés par la Guadeloupe et qui contribuent à donner encore plus sens à notre ambition partagée de coopération dans la Caraïbe.

Je vous remercie.